



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 30 mars 2023 portant mise en demeure à la société ETEX de respecter les dispositions applicables à sa chaufferie

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu les rapports n°119643082101R001(M01)_DEKRA du 25/03/21,
n°119643082102R001(M02)_DEKRA du 15/04/21, n°119643082107R001_DEKRA du 02/09/21,
n°119643082110R001_DEKRA du 26/11/21, n°119643082204R001_DEKRA du 20/04/22 et
n°119643082208R001_DEKRA du 02/09/22,

Vu le rapport du 10 mars 2023 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé précise les valeurs limites d'émission applicables aux rejets atmosphériques en Mercure du four de cuisson ; que les contrôles susvisés de la concentration en mercure des rejets atmosphériques du four de cuisson réalisés en 2021 et 2022, montrent des dépassements (19/01/21, 19/02/21, 07/07/21, 27/10/21, 20/04/22 et 09/08/22) de la valeur limites d'émission ;,

Considérant donc que ces valeurs de rejets sont non conformes,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société ETEX, située ZI 68490 OTTMARSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« (...) »

8° Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :

a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m³ par métal et de 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;
(...) »

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'Environnement,

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Colmar, le 30 mars 2023-04-033

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.